



## **Objet : menaces contre le service public des finances publiques dans le Tarn.**

Madame, Monsieur le maire,

Les élections municipales ont eu lieu et les nouvelles assemblées délibérantes communales et intercommunales sont maintenant désignées. Nous avons donc décidé de nous adresser à vous, élus de proximité du département du Tarn, afin de vous informer de la situation du réseau des Finances publiques, mis à mal par la mise en place d'un plan national appelé « nouveau réseau de proximité », qui vise essentiellement à la fermeture de services de pleine compétence, pour y substituer des coquilles souvent vides de compétences :

– des « accueils de proximité » ; dans les MSAP et les nouveaux Espaces France Service (EFS), dans lesquels des agents polyvalents sont supposés réaliser des missions de « front-office » (renseignements simples, aide aux démarches en ligne et orientation des usagers). Dans de nombreux cas la présence physique d'un agent de la DGFIP n'y est pas garantie, pour des raisons évidentes de moyens humains ! Dans tous les cas ces accueils de proximité ne remplaceront d'aucune manière un service de pleine compétence (trésoreries et services d'impôts).

– des « services de gestion comptable » (SGC), services de gestion des collectivités qui remplacent les trésoreries. Ils seront secondés par des « conseillers aux décideurs locaux », rattachés à la direction départementale, qui assureront une mission d'expertise auprès des collectivités locales, en matière budgétaire et comptable, financière et fiscale. Le conseil se voit donc coupé de la gestion, alors que les deux missions étaient jusqu'à présent indissociables. Ce choix organisationnel est selon nous susceptible de fragiliser vos relations avec le comptable public, lequel se retrouvera à la tête d'un service exclusivement gestionnaire, bien que toujours responsable personnellement et pécuniairement des actes et contrôles qui lui incombent.

– des buralistes volontaires, supposés remplacer les caisses de nos centres des Finances publiques, bientôt définitivement fermées. Les usagers pourront y faire des paiements par carte bancaire ou en espèces jusqu'à 300 euros sur les impôts, certaines amendes, les factures de crèche, CLAE ... Une liste de 18 communes et trente-cinq buralistes offrant cette privatisation du paiement des sommes dues aux Finances publiques vient d'être publiée pour le Tarn pour une mise en place depuis le 28 juillet. Nous dénonçons fermement cette privatisation du recouvrement de l'impôt qui pose des questions sur l'unicité du traitement de l'impôt sur les territoires et des questions de confidentialité, les buralistes n'étant pas assermentés, avec l'obligation de confidentialité qui en découle. Nous rappellerons quelques chiffres depuis la création effective de la DGFIP (fusion des directions générales des impôts et du trésor public) en 2009 :

– près de 80 trésoreries de proximité ont été supprimées sur les 13 départements d'Occitanie ;  
– 134 postes comptables ont été supprimés nationalement en 2019, portant le total à 1 717 suppressions en 10 ans.

Au 1er janvier 2021, notre direction locale prévoit la fermeture des trésoreries de Graulhet, St Sulpice, Lacau, Roquecourbe !

Il est également prévu que le recouvrement des impôts sur les revenus et impôts locaux sera supprimé dans toutes les trésoreries, ce qui constitue un préalable à leur fermeture définitive.

Dans le département, après Puylaurens et Carmaux, d'autres « accueils de proximité » sont appelés à ouvrir dans les communes suivantes :

Lacaune, Graulhet, Lavaur, St Sulpice, Roquecourbe, St Paul Cap de Joux... .

Ils seront implantés dans des communes qui abritaient une trésorerie antérieurement, ce qui démontre si besoin était la nécessité d'un service public de proximité... Mais suivant les situations la présence physique d'un agent des Finances Publiques n'est pas garantie partout (et encore moins tout le temps) et dans tous les cas la mise à disposition des locaux sera à la charge des collectivités.

Il s'agit donc bien d'un désengagement de l'État qui supprime des services de pleine compétence et les remplace par un accueil basique qui donnera l'illusion d'un service public. Encore une fois, la ruralité paye le prix fort des économies de l'État.

La situation pandémique a eu pour conséquence le report d'un certain nombre d'opérations prévues en 2021.

- La fusion des SIP Gaillac/Albi et Mazamet/Castres est reportée au 01/01/2022

- La création de l'antenne du SIP de Castres à Lavaur est reporté au 01/01/2022

- La création de la Trésorerie hospitalière à Mazamet est reportée au 01/01/2022.

Mais, dès le 01/01/2021, le secteur hospitalier de la Trésorerie de Graulhet sera transféré à la Trésorerie de Mazamet.

Au final, si les opérations prévues vont à leur terme, cela se traduirait pour un département comme le Tarn, par la suppression totale des trésoreries de proximité et la concentration des services des finances publiques sur Castres et Albi.

Ces orientations, qui doivent, soi-disant, être partiellement compensées par les apports technologiques, sont essentiellement technocratiques et dogmatiques. Pour les usagers victimes de la fracture numérique et souvent défavorisés, le fossé continuera à se creuser pendant que, dans le même temps, l'administration aura ignoré leur réalité pour « rationaliser » son fonctionnement et réduire ses coûts. Ainsi, les plus fragiles et les plus démunis de vos administrés seront laissés pour compte de cette réforme. Le mouvement social des gilets jaunes de 2019 a pourtant montré la fracture déjà existante avec le monde rural.

La question des conséquences à terme de la suppression de la taxe d'habitation sur le budget des collectivités demeure également posée, si l'État promet dans un premier temps de compenser financièrement cette baisse de recettes, il ne faut pas être grand clerc pour imaginer la fin de l'histoire, tant la volonté de l'État est de réduire le plus possible le nombre de communes sur le territoire national.

On voit déjà depuis des années des transferts de compétences non compensés et des baisses drastiques de la dotation globale de fonctionnement, des manques de moyens qui vous mettent en difficulté en tant que gestionnaire des deniers publics.

Dans cette période de pandémie, où l'importance du service public de proximité a été vantée par le gouvernement, celui-ci poursuit ces projets de destruction de ce service public, sans même une réflexion par rapport à la situation nouvelle, qui a démontré plus que jamais la nécessité d'un retour réel à l'aménagement des territoires.

La population et les personnels des Finances publiques ont plus que jamais besoin du soutien des élus de proximité pour défendre le service public dans son ensemble. Nous ne doutons pas que vous nous l'apporterez avec détermination, comme vous avez su le faire dans le passé.

Nous sommes disposés à échanger avec vous sur l'ensemble de ces questions si vous le souhaitez, afin de déterminer si nous pouvons, avec vous-même, la population et les agents des Finances publiques, unir nos forces pour mettre un coup d'arrêt à ces projets liquidateurs de la cohésion sociale et de la survie même de pans entiers du territoire tarnais. Vous trouverez ci-dessous nos coordonnées téléphoniques et de messagerie électronique.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur le maire, l'assurance de nos salutations militantes.

<b>Marie-Thérèse LAFON</b>	<b>Fabien OLIVIER</b>	<b>Michel SUAU</b>	<b>Brigitte BELLUZO</b>
Solidaires Finances Publiques solidairesfinancespubliques81@gmail.com 06-81-44-03-96	CGT Finances Publiques cgtfinancespubliques81@gmail.com 06-77-79-79-47	F.O. DGFIP fo.ddfip81@dgfip.finances.gouv.fr 06-88-91-47-14	CFDT – DGFIP fimip@orange.fr 06-77-63-50-96